

Le Groupe des Experts pour la Synergie des Organisations et Plateformes de la société civile a examiné la CDN révisée et réfléchi sur sa stratégie de mise en œuvre ainsi que sa participation à la COP 26 sur le climat.



Les membres du Groupe des Experts pour la Synergie des Organisations et Plateforme de la société civile sur la gouvernance climatique, foncière et forestière (GESOP en abrégé) se sont réunis le 1^{er} septembre 2021 dans la salle de réunion du projet Observation Indépendante des forêts APV-FLEGT (OI-APV FLEGT), pour analyser la CDN révisée, amorcer la réflexion sur leur stratégie de participation à la COP 26 et message clé à faire passer. Cette réunion a été Co-organisée par l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme(OCDH) et la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) avec la facilitation du Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme(FGDH), avec l'appui

technique de Fern, sous financement du Commonwealth and Development Office (**FCDO**) dans le cadre programme Forest Governance Markets and Climate (**FGMC**), l'Agence Norvégienne pour le Développement (**NORAD**) dans le cadre de son programme Norway's International Climate and Forest Initiative (**NICFI**) et l'Agence Française pour le Développement (**AFD**).

Trois objectifs ont été visés :

1. Evaluer la prise en compte des recommandations de la société civile,
2. Identifier les chantiers et les actions futures à court et moyen terme de la société civile en lien avec la mise en œuvre de la CDN révisée et la stratégie d'inclusion des autres OSC au GESOP ;
3. Commenter le projet de note de position GESOP de la société civile à la COP 26.

Cette réunion a démarré par la présentation des termes de références dont, la lecture de cette réunion qui a été faite par le président du Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH), Maixent Animbat Emeka ainsi que la note de cadrage de l'atelier. Ce dernier a mis l'accent sur la révision de la Contribution Déterminé au niveau National (**CDN**) en abrégé, qui a été soumis par le gouvernement au Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et quelques contributions de la société civile formulées dans la note de contribution à la révision de la CDN ont été prises en compte a dit l'orateur.

Un échange fluctué a eu lieu après cette présentation, ce qui a permis d'identifier déjà quelques faiblesses en rapport avec la CDN révisée. Les participants ont été répartis en deux groupes : le premier groupe a travaillé sur les messages clés et la note de position GESOP, à faire passer à la COP 26 et le deuxième groupe s'est focalisé sur les chantiers futurs en lien avec les CDN et la stratégie d'inclusion des autres OSC au Groupe des Experts pour la synergie des Organisations et Plateforme de la société civile sur la gouvernance climatique, foncière et forestière GESOP. Une réflexion sur la note de position de la société civile a été menée à cet effet de manière simultanée par les deux groupes.

Et au niveau des deux groupes les participants ont présenté leurs travaux en plénière qui ont été adopté avec amendement.

Au terme des travaux, le président de la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme, **Christian Mounzeo**, a reconnu que : « *cette réunion a permis de discuter précisément sur nos messages à adresser à nos dirigeants, mais aussi à*

l'endroit des dirigeants du monde et à la communauté internationale. Notre réunion nous a également permis de pouvoir statuer sur l'urgence de se mobiliser vers cette thématique relative à la transition énergétique et de permettre au gouvernement de s'approprier cette démarche pour que, de la diversification proclamée, nous passons à de vraies politiques qui nous permettent de dire que nous sommes dans la transition énergétique. » Le président du RPDH, a en outre déclaré que : « *en 2050 ceux qui ne se seront pas mobilisés pour aller vers des sources alternatives de production d'énergie resteront en arrière et notre combat est que nous ne répétons pas les erreurs du passé. »*

Pour sa part, le président du Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme, **Maixent Animbat Emeka** a déclaré : « *ce document de la CDN a beaucoup d'implication pour les communautés qui dépendent des forêts parce qu'il faut s'assurer c'est que les mesures qui seront prises sur les forêts n'amènent pas de nouvelles contraintes au niveau des communautés locales et populations autochtones. IL faut aussi s'assurer que ce document intègre les priorités globales de la République du Congo. Pour la société civile, c'est de s'assurer que les questions de gouvernance, les questions de transparences et des droits des communautés et les questions de partage des bénéfices seront prises en compte dans le cadre du plan de mise en œuvre de la CDN »*

Par ailleurs, la responsable du programme ressources naturelles et communautés forestières à l'OCDH, **Nina Cynthia Kiyindou YOMBO**, a pour sa part, estimé que : « *la CDN a déjà été révisée et aujourd'hui, il y a un combat en ce qui concerne sa mise en œuvre parce que le gouvernement est champion dans la prise des mesures mais, la mise en œuvre pose souvent problème. En tant que société civile, nous allons pleinement jouer notre rôle en menant certaines actions de plaidoyer pour que ces mesures contenues dans la CDN soient mises en œuvre et que la CDN soit opérationnelle. »*

Signalons que cette réunion du Groupe des Experts pour la synergie des Organisations et Plateformes de la société civile sur la gouvernance climatique, foncière et forestière a connu la participation du directeur exécutif de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme, **Georges NGUILA** qui a remercié les participants pour leur disponibilité et leur engagement à travailler sur les thématiques qui sont clés pour l'humanité entière, telle que la CDN du fait que la question des changements climatiques est une urgence mondiale.